

TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

CHINA WATCH

Ce supplément est produit par le China Daily de la République populaire de Chine, qui assume l'entière responsabilité de son contenu.

Les investissements dans le football à l'étranger devraient rebondir en Chine

Par Sun Xiaochen

Alors que les capitaux chinois inondent le football européen, les investisseurs et d'autres acteurs espèrent qu'une partie du retour sur l'investissement profitera à l'amélioration de la formation des jeunes « à la maison ».

Dans un contexte d'achats massifs de grands clubs européens par des Chinois, un consortium dirigé par deux hommes d'affaires, Li Jian et Zheng Nanyan, a annoncé le 5 juillet dernier avoir pris une participation de 80% dans l'OGC Nice, club de Ligue 1, devenant ainsi le premier actionnaire majoritaire d'un club de l'élite du football français.

L'actuel président de l'OGC Nice, Jean-Pierre Rivère, sera maintenu à son poste pour gérer le club, qui a terminé la saison dernière à la quatrième place du championnat, tandis que les propriétaires chinois assureront le financement et le soutien

80
pourcent
de la participation d'un consortium chinois dans l'OGC Nice

stratégique permettant le développement et la promotion du sport, particulièrement en Chine. Zheng Nanyan, président du Plateno Group, une société de gestion hôtelière, se dit confiant que l'investissement de plusieurs millions d'euros stimulera les activités de Plateno en matière de tourisme sportif tout en contribuant au perfectionnement footballistique des jeunes Chinois grâce à l'apport de l'expertise française.

« Le club niçois est réputé pour son exceptionnel système de formation des jeunes, qui a produit une abondance de joueurs pour l'équipe de France », a expliqué M. Zheng. « En ayant accès à son mode de fonctionnement, nous pourrions observer son savoir-faire et en adapter une partie ».

Li Jian, fondateur et président directeur général du groupe hô-

telier New City Capital, a indiqué que le nouveau centre de formation du club, qui doit être achevé l'an prochain, serait mis à la disposition des jeunes footballeurs chinois. Il a annoncé que l'an prochain, le club projetait d'ouvrir en Chine une école de football présentant un programme et des méthodes d'entraînement sur mesure, et que des tournées de démonstration étaient prévues à l'avenir.

« Bien qu'étant relativement anonymes en Chine pour l'instant, nous sommes convaincus de pouvoir faire connaître le club comme une pépinière de futures vedettes en travaillant avec les partenaires et les responsables chinois dans le cadre de programmes pour les jeunes », a déclaré Jean-Pierre Rivère.

Le rachat du club niçois vient s'ajouter à une série d'acquisitions de clubs européens réalisées par des investisseurs chinois répandant au projet ambitieux du pays de devenir une puissance footballistique mondiale d'ici à 2050. Le plan prévu à cet effet a été approuvé par le gouvernement central en avril dernier et a l'appui du Président Xi Jinping, lui-même féru de football.

Zhang Qing, fondateur de la société de conseil sportif Key Solution, estime que l'intérêt manifesté soudainement par les investisseurs chinois pour le football étranger est logique dans la mesure où le sport contribue au maintien de la croissance économique de la Chine. « Grâce au plan de relance du football dans le pays, les programmes de formation des jeunes, les voyages touristiques à l'étranger ayant pour thème le football, les produits dérivés des clubs et l'accueil hôtelier font que les investisseurs vont s'y retrouver largement ».



Le Niçois Ben Arfa (à droite), valeur montante du football français, a été vendu par l'OGC Nice au Paris SG. PROVIDED TO CHINA DAILY



Un avion de la compagnie Hainan Airlines, dont on voit ici deux hôtesses, s'est posé sur l'aéroport du récif de Zhubi le 13 juillet dernier. La Chine a fait atterrir avec succès, à titre expérimental, des avions sur les îles Nansha en mer de Chine méridionale. FENG YONGBIN / CHINA DAILY

Mer de Chine méridionale : Pékin rejette le verdict arbitral

Qualifiant le jugement rendu par le tribunal de La Haye de « nul et non avenue », le pays pourrait passer à l'action s'il se sentait menacé, selon un responsable chinois.

Reportage d'An Baijie et de Fu Jing.

La Chine n'exclut pas de mettre en place une zone d'identification de défense aérienne au-dessus de la mer de Chine méridionale si elle se sent menacée, indique un diplomate chinois de haut rang. Liu Zhenmin, vice-ministre des Affaires étrangères, a dit le 13 juillet qu'une telle mesure, qui exigerait qu'un aéronef pénétrant dans la zone se fasse connaître auprès des autorités militaires chinoises, dépendrait du « niveau de menace reçu ».

Parlant en pleine montée des tensions maritimes provoquées par la procédure d'arbitrage lancée par les Philippines, il a précisé : « si notre sécurité est menacée, nous avons évidemment le droit de délimiter une zone ». D'autres pays ne devraient pas « profiter de cette occasion pour menacer la Chine » ou « laisser (la situation) finir par être à l'origine d'une guerre », a-t-il déclaré en ajoutant que le but de la Chine était de « faire de la mer de Chine méridionale une mer de la paix, de l'amitié et de la coopération ».

Le tribunal arbitral, nommé par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, a déclaré le 12 juillet que la Chine n'avait pas de « droit historique » sur la mer de Chine méridionale. Peu après l'annonce de cette décision, le Président Xi Jinping a réitéré la détermination de la Chine à régler les différends dans le cadre de négociations directes, et il a fait savoir que la souveraineté nationale et les intérêts maritimes ne sauraient être en aucune circonstance influencés par le jugement de La Haye.

« Les îles de la mer de Chine méridionale sont sur le territoire de la Chine depuis des temps anciens », a-t-il dit au cours d'une rencontre à Pékin avec le président du Conseil de l'Europe Donald Tusk et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. « Nous refusons d'accepter, quelles qu'elles soient, des revendications ou des activités qui s'appuieraient sur le jugement arbitral ».

La Chine a toujours respecté les règles et la justice internationales tout en restant sur la voie d'un développement pacifique, a indiqué M. Xi, ajoutant que les différends maritimes devraient se régler dans le cadre de négociations directes sur la base du respect des faits historiques et en conformité avec le droit international.

Sitôt connu le verdict de La Haye, Pékin a rendu publiques deux déclarations. Notant que les activités chinoises en mer de Chine méridionale remontaient à plus de 2 000 ans, l'une d'elles souligne que la Chine a été la première à découvrir, baptiser, explorer et exploiter les îles de cette mer et les eaux environnantes.

Le Bureau d'information du Conseil d'État a



Nous refusons d'accepter, quelles qu'elles soient, des revendications ou des activités qui s'appuieraient sur le jugement arbitral.

Xi Jinping

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



Élagage d'un végétal récemment transplanté sur le récif de Zhubi en mer de Chine méridionale. FENG YONGBIN / CHINA DAILY

publié un livre blanc en cinq chapitres sur les litiges entre la Chine et les Philippines en mer de Chine méridionale. Au cœur de ces désaccords, indique le document, se situent des questions territoriales nées de l'invasion et de l'occupation illégale des îles Nansha et de leurs récifs par les Philippines.

Liu Zhenmin a estimé que Shunji Yanai, un ancien président japonais du Tribunal international du droit de la mer, avait « manipulé toute la procédure » en coulisses, et émis un doute sur la capacité des juges – quatre Européens et un président ghanéen, résident européen de longue date – à comprendre la géopolitique complexe de l'Asie. Il a dit espérer que le nouveau gouvernement philippin, dirigé par le Président Rodrigo Duterte, ne ferait pas usage des résultats de l'arbitrage, ajoutant que la Chine était prête à négocier avec ses voisins de la mer de Chine méridionale sur une exploitation commune des ressources pétrolières et gazeuses.

La Chine a par ailleurs conseillé vivement aux États-Unis et au Japon de « cesser de déformer le droit international » et de mettre l'arbitrage

relatif à la mer de Chine méridionale au service de leurs objectifs politiques.

Cui Tiankai, l'ambassadeur de Chine à Washington, a dit le 12 juillet que les questions territoriales concernant le domaine maritime ne devraient pas devenir des objets de litige entre la Chine et les États-Unis. « Nous ne céderons à aucune pression, que ce soit sous la forme d'activités militaires, de critique médiatique ou de quelconques organes juridiques auto-proclamés », a-t-il déclaré au Center for Strategic and International Studies.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Lu Kang, a déclaré le 13 juillet : « Nous espérons... qu'ils (les États-Unis, le Japon et les autres pays qui font pression sur la Chine pour qu'elle accepte le jugement de La Haye) pourront traiter le droit international avec sérieux, non comme s'il s'agissait d'un jeu, non en le déformant et en le maltraitant de façon sélective pour servir leurs objectifs politiques masqués ».

Et d'ajouter que le Japon devrait avoir une idée claire de la question relative à l'histoire de la mer de Chine méridionale du fait que ce pays s'est emparé des îles chinoises pendant la Seconde Guerre mondiale et que ces îles ont été restituées à la Chine après la reddition du Japon, que le porte-parole a instamment invité à respecter l'ordre international d'après-guerre et à cesser de s'ingérer dans cette affaire.

Certains experts ont accusé les États-Unis de semer le désordre en mer de Chine méridionale pour barrer la route à Pékin et renforcer leur présence militaire et diplomatique dans la région, faisant de l'ancien président des Philippines, Benigno Aquino, un pion. D'anciens hauts responsables gouvernementaux philippins ont demandé à l'administration Duterte d'engager des négociations avec la Chine et d'ignorer le jugement.

« Les négociations doivent commencer immédiatement », a dit Butch Valdes, un ancien sous-secrétaire du ministère de l'Éducation. « Le jugement arbitral est à la fois inutile et non pertinent ». Valdes conteste la validité du jugement, qui qualifie l'île de Taiping de rocher alors qu'elle comporte une piste d'atterrissage, un hôpital, plusieurs bâtiments et un service d'eau douce.

Alberto Encomienda, un ancien sous-secrétaire du Centre des Affaires maritimes et océaniques au sein du ministère des Affaires étrangères philippin, a dit que son pays n'aurait pas dû porter l'affaire devant le tribunal, et rejoint Valdes pour estimer que les deux gouvernements devraient entreprendre des pourparlers afin de tenter de régler leurs divergences.

Avec le concours de Chen Yingqun et de Pan Zhongming